

LE COÛT DE L'INACTION

LES TACTIQUES INÉQUITABLES APPLIQUÉES À L'OCTROI DE LICENCES POUR LES BEN
NUISENT À L'INNOVATION EUROPÉENNE

Un an plus tard : le système d'octroi de licences pour les BEN de l'UE menace toujours l'innovation des PME

Il y a un an, le Parlement européen a soutenu le [projet de règlement sur les brevets essentiels aux normes de la Commission européenne](#) pour répondre au système d'octroi de [licences pour des brevets essentiels à des normes](#) (BEN) opaque et coûteux qui rend l'innovation de plus en plus difficile pour les petites et moyennes entreprises (PME), [comme nos membres](#). La proposition visait à simplifier le processus d'octroi de licences, garantissant ainsi la compétitivité de l'Europe dans la course technologique mondiale.

Un an plus tard, une poignée de grandes entreprises ont fait pression sur la Commission pour qu'elle annonce son intention de [retirer le règlement](#). Les PME sont donc toujours confrontées au même système d'octroi de licences pour les BEN injuste et imprévisible. La Commission européenne et le Parlement ont déjà reconnu ces défis, mais une simple reconnaissance ne suffit pas. La capacité de l'Europe à rester compétitive dépend d'un système d'octroi de licences pour les BEN qui fonctionne pour les PME, et non uniquement pour les grands détenteurs de BEN. Les institutions de l'UE doivent agir pour soutenir les PME, la compétitivité européenne et l'avenir de l'innovation.

PME de l'industrie de l'IoT, BEN et octroi de licences FRAND

Le secteur de l'Internet des objets (IoT) connaît une croissance rapide, transformant des industries telles que les soins de santé, la logistique et la fabrication. Les appareils intelligents, y compris les thermostats énergétiquement efficaces, les dispositifs médicaux portables avancés et les [outils d'agriculture de précision](#) autonomisent les individus et font progresser tous les secteurs. Les PME sont au cœur de cette innovation, propulsant la révolution de l'IoT, en offrant agilité, expertise de niche et liens communautaires profonds essentiels pour faire avancer la [décennie numérique de l'Europe](#). Pourtant, malgré leur rôle

essentiel, les PME continuent de faire face aux mêmes obstacles de licence qui entravent leur progression. Un an après que le Parlement européen a avancé des réformes indispensables, l'octroi des licences pour les BEN reste tout aussi opaque et imprévisible, laissant les PME piégées dans un réseau juridique qui asphyxie l'innovation au lieu de bénéficier d'un système simplifié et de soutien.

Les BEN sont des brevets portant sur des technologies incorporées dans les normes techniques valables pour tous les secteurs, notamment le 4G, le 5G, le Wi-Fi et Bluetooth. Les normes de connectivité sont fondamentales pour le développement des produits IoT, favorisant l'interaction entre les appareils de différents fabricants. La normalisation est une activité extrêmement compétitive ; une fois qu'une technologie devient partie intégrante d'une norme industrielle, elle est licenciée à l'échelle mondiale, verrouillant efficacement des marchés entiers.

Afin d'éviter tout comportement anticoncurrentiel, les titulaires de BEN s'engagent volontairement à concéder leurs brevets sous licence à des conditions justes, raisonnables et non discriminatoires (FRAND). Bien que ces engagements soient juridiquement contraignants, certains détenteurs de BEN opportunistes exploitent des failles, ignorant de plus en plus leurs engagements FRAND volontaires et s'engageant dans des tactiques abusives en matière d'octroi de licences pour les BEN. En conséquence, le paysage de l'octroi de licences pour les BEN reste incroyablement [difficile à naviguer pour les PME](#).

Le coût de l'inaction est élevé pour les PME

La normalisation est censée encourager l'adoption généralisée par les innovateurs de toutes tailles, mais les PME sont souvent exclues en raison des ressources nécessaires pour faire face aux complexités des licences pour les BNE. Lorsque les PME peinent à comprendre les licences pour les BEN, l'économie numérique européenne en souffre, entravant l'innovation et affaiblissant la compétitivité mondiale. Vous trouverez ci-dessous une analyse des obstacles auxquels les PME sont confrontées pour commercialiser des produits connectés. Ces obstacles ne sont pas théoriques ; ils représentent l'impact réel de l'inaction pour les PME et les petits innovateurs technologiques.

Étape 1 : Choisir les normes de connectivité

Pour les PME développant des produits IoT, le choix des normes de connectivité à mettre en œuvre est à la fois un choix technique basé sur la fonctionnalité et une décision commerciale basée sur les modules disponibles à l'achat offrant la bonne capacité pour les normes. Pour rester compétitives, elles intègrent souvent plusieurs normes, de la compression vidéo (par exemple, HEVC) aux normes cellulaires (3G, 4G, 5G) et Wi-Fi (Wi-Fi

5, 6 et 7). Souvent, les PME finissent par s'en tenir à des normes plus anciennes et inférieures, non par choix, mais parce que le paysage évolutif des licences pour les BEN est coûteux à parcourir et semé d'incertitudes.

C'est un problème majeur pour la compétitivité de l'Europe. Le déploiement de la 5G et du Wi-Fi de nouvelle génération permet des vitesses plus rapides, une latence inférieure et une plus grande efficacité énergétique, mais ces avantages doivent être accessibles à tous. Si l'Europe souhaite que les PME innovent et soient compétitives à l'échelle mondiale, les décideurs politiques doivent s'assurer qu'elles peuvent adopter des normes de pointe sans être piégées dans un réseau toujours plus grand de barrières en matière de licences.

Étape 2 : Prêt à l'emploi, mais pas à la portée de tous

De nombreuses PME tentent de simplifier les complexités liées aux licences en achetant des modules de connectivité pré-certifiés, pour finalement découvrir qu'ils comportent souvent un piège coûteux. [Les licences pour les BEN ne sont souvent pas incluses](#) dans ces produits prêts à l'emploi, laissant les PME responsables de manière inattendue. Cela se produit parce que des détenteurs opportunistes des BEN refusent délibérément d'octroyer des licences aux fabricants situés plus en amont de la chaîne de valeur, ciblant plutôt les fabricants de produits finis pour en tirer des redevances plus élevées. [Cette manipulation des prix est profondément injuste](#), car la véritable valeur d'un produit IoT provient de son logiciel, de sa conception et de ses fonctionnalités uniques, et pas seulement de ses composants de connectivité standardisés.

Étape 3 : Chercher à obtenir des licences pour les BEN

Si les PME choisissent de ne pas utiliser de modules enfichables, elles doivent intégrer elles-mêmes les normes de connectivité dans leurs appareils. En théorie, cela devrait être simple ; après tout, l'objectif de la normalisation est de garantir que tous les acteurs peuvent adopter des normes technologiques de l'industrie convenues par le secteur avec des spécifications accessibles au public. Cependant, le véritable défi réside dans la négociation réussie des licences.

Les normes contiennent souvent des centaines, voire des milliers de BEN, ce qui rend le paysage des licences incroyablement confus. Le paysage des licences pour les BEN est faussé par une extrême opacité dans la tarification des redevances, car les détenteurs de BEN abusifs utilisent des NDA trop restrictifs pour bloquer l'accès à des tarifs comparables. Cela empêche les PME de planifier à l'avance, de négocier efficacement ou de sécuriser des investissements, déséquilibrant davantage la balance en faveur des détenteurs de BEN.

Comme l'a exprimé LucidCircus, une société membre de l'App Association :

« Vous recevez une lettre avec une offre, et vous ne savez pas si cette offre est bonne ou mauvaise. Vous devez juste l'accepter, sinon vous risquez une injonction qui pourrait mettre votre entreprise en faillite parce que vous n'avez tout simplement pas les ressources nécessaires pour comparaître devant le tribunal pendant plusieurs mois. Les petites et moyennes entreprises n'ont tout simplement pas la capacité de faire face à des injonctions, surtout si elles se produisent sur plusieurs marchés. »

Sans un paysage de licence BEN transparent et prévisible, les investisseurs européens prudents sont encore moins disposés à soutenir une entreprise sans avoir conduit une diligence raisonnable sur la propriété intellectuelle et acquis les licences correctement. Cela expose les PME à un risque [d'exclusion des opportunités de financement, des partenariats et des acquisitions potentielles](#) sans licences BEN appropriées.

Étape 4 : Tactiques de négociation abusives

Une fois que les PME parviennent au point de négocier l'octroi des licences pour les BEN, elles sont souvent confrontées à des pratiques d'exploitation de la part de détenteurs opportunistes des BEN qui exploitent les failles du système d'application faible de l'Europe, au mépris de leurs engagements FRAND volontaires. Certaines de ces tactiques de négociation abusives incluent :

Surdéclaration et vente liée et groupée abusive : Certains détenteurs de licences pour les BEN surdéclarent à la fois la validité et le caractère essentiel de leurs brevets, les regroupant dans des offres de licences gonflées qui obligent les PME à payer pour des brevets dont elles n'ont pas besoin.

Frais gonflés et restrictions cachées : Il a été constaté que les PME [sont régulièrement surfacturées](#) dans les demandes de licences BEN. En raison du manque de transparence dans l'octroi de licences pour les BEN, les PME n'ont aucun moyen d'évaluer ce qui constitue réellement un taux FRAND. Cela les rend vulnérables aux tactiques de pression, acceptant souvent des tarifs supra-FRAND simplement pour éviter les risques juridiques et financiers imposés par la menace abusive d'injonction.

Menace abusive d'injonction : Selon le droit de la concurrence de l'UE, [les injonctions de BEN peuvent constituer un abus de position dominante](#) si le titulaire du BEN n'a pas pris les mesures nécessaires pour négocier de bonne foi un tarif de licence FRAND. Bien que ces protections soient censées faire de l'injonction un dernier recours, certains tribunaux allemands ont adopté une approche trop permissive, créant une faille qui est exploitée par certains détenteurs de BEN abusifs. La Commission européenne a souligné cette préoccupation dans une [intervention récente d'amicus curiae](#), avertissant que les

tribunaux doivent être stricts dans l'application des mesures de protection pour éviter toute injonction abusive. Les injonctions peuvent être dévastatrices, car elles retirent complètement un produit du marché. Cette situation est particulièrement difficile pour les PME, qui peuvent dépendre d'un ou de quelques produits seulement pour leurs revenus. La simple menace d'une injonction exerce une pression immense, forçant les PME à accepter des taux supra-FRAND.

Abus des pools de brevets : les pools de brevets sont censés simplifier l'octroi de licences pour les BEN en regroupant plusieurs brevets dans un seul accord, mais dans la pratique, ils peuvent reproduire ou même aggraver les mêmes comportements problématiques que les détenteurs individuels de BEN. Cela inclut des préoccupations concernant l'essentiel, la validité, des menaces d'injonction agressives et des tactiques de pression. Négocier de véritables conditions FRAND peut devenir encore plus difficile, et [un pool a même déclaré ouvertement qu'il ne se considérait pas lié par les obligations FRAND](#).

La Commission doit agir maintenant pour soutenir l'innovation des PME

Un an après que le Parlement européen ait largement soutenu la proposition de règlement sur les BEN de l'UE, les PME restent piégées dans un système opaque et imprévisible qui étouffe l'innovation au lieu de la favoriser. Le retrait du projet de règlement sur les BEN de l'UE laisserait les entreprises les plus innovantes d'Europe aux prises avec la même incertitude juridique, les mêmes coûts excessifs et les mêmes barrières commerciales qui limitent leur capacité à évoluer.

Si l'UE souhaite réellement atteindre ses objectifs pour la décennie numérique, elle doit s'assurer que les licences pour les BEN soutiennent les PME, et non uniquement des détenteurs de BEN opportunistes et bien établis. Un cadre de BEN transparent et équitable est essentiel pour libérer l'innovation pilotée par les PME, attirer des investissements et garantir le leadership à long terme de l'Europe dans l'économie technologique mondiale.

Par [Mike Sax](#) | 14 février 2025 | [Blog](#), [Union européenne](#), [FRAND](#), [IoT](#), [Politique](#), [Réglementation technologique](#)